

Образец текста
Французский язык

Les "pays" contre l'État

Que les mouvements nationaux et ethniques traversent les luttes sociales et les affrontements des sociétés du Tiers Monde n'étonne pas ; ces sociétés ne sont-elles pas déchirées par la formation de nouveaux États nationaux? Il est plus surprenant de voir se développer des luttes qui en appellent à l'autonomie ou à l'indépendance au cœur de l'Europe et plus encore de la France qui incarne longtemps la forme la mieux réalisée de l'État-Nation. Sans doute de tels mouvements ne sont-ils pas nouveaux, mais on est frappé par leur renforcement et leur volonté de se démarquer des combats conservateurs et anti-républicains auxquels ils ont été souvent associés jusqu'à la première moitié du XX-ième siècle.

Des manifestations multiples

Elles vont de l'affirmation d'une identité culturelle locale ou régionale à la formation de mouvements nationalistes qui s'orientent vers une rupture violente. Dès la fin des années soixante, les thèmes du « pays », de la culture traditionnelle, des racines, ont pris une grande force et se sont affirmés contre les stéréotypes folkloriques, souvent conservateurs, qui marquaient jusqu'alors l'identité locale et régionale. Mouvements importants d'écrivains, de chanteurs, d'intellectuels qui ont surtout touché les jeunes. Ce nouvel attachement aux enracinements locaux fait écho aux thèmes écologiques et aux tentations néorurales. Mais ces changements dans l'ordre de la culture, pour importants qu'ils soient, ne sont pas la seule manifestation des mouvements régionaux.

En Bretagne, en Corse, en Occitanie, des luttes économiques ont été très fortement identifiées à des combats pour la défense de pays et de régions en crise. La grève du Joint français en Bretagne (1) a pris l'allure d'une lutte bretonne, tandis que les combats des viticulteurs en Languedoc ont provoqué de grands mouvements de solidarité au nom de la défense de l'Occitanie, sans que l'on puisse pour autant identifier ces luttes sociales à des mouvements nationalistes. Des rassemblements ont surgi contre l'État central et « parisien ». Le mot d'ordre « Vivre et travailler au pays » qui s'est d'abord énoncé « Volem Viure Al País », est allé enrichir le champ des revendications syndicales. L'attachement aux racines n'en est donc pas resté au seul climat d'affirmation d'une spécificité et d'une différence. Au tournant des années soixante, les régionalistes ont délaissé leur habituel terrain d'action, celui de la lutte culturelle, pour agir au sein de groupes qui dénonçaient le déclin démographique et économique des régions, et en appelaient à une décentralisation qui libérerait les initiatives et le développement. Les analyses en terme de « colonialisme interne », qui ont connu leur plus grand développement en Amérique latine, sont reprises par des intellectuels régionalistes : ils montrent qu'aux laminages culturels se superpose une exploitation économique par la sous-industrialisation, le pillage des matières premières et des hommes à travers l'exil. Un modèle tiers-mondiste de critique sociale s'installe alors. De plus

en plus nettement ces mouvements se marquent à gauche ; ils en appellent à des communautés définies par leur être culturel et par leur état de domination vis-à-vis d'un État central et jacobin soumis aux intérêts de puissances économiques : ils luttent pour l'autonomie et le socialisme.